



**Arrêté préfectoral N°24EB198  
portant autorisation d'accès à des parcelles privées pour des inventaires scientifiques**

Le Préfet de Charente-Maritime  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

VU le code de l'Environnement et notamment son article L411-1et L411-5 ;

VU la loi du 29 décembre 1892 sur les dommages causés à la propriété privée par l'exécution des travaux publics ;

VU la circulaire du 2 octobre 2007 concernant l'accès à la propriété privée dans le cadre des inventaires du patrimoine naturel ;

VU l'arrêté préfectoral du 4 décembre 2023 donnant délégation de signature à Monsieur Xaviers AERTS, Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de Charente-Maritime et l'arrêté de subdélégation de signature du 4 janvier 2024 aux agents de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de Charente-Maritime ;

VU la demande du Syndicat mixte du Bassin de la Seudre en partenariat avec l'Entente Intercommunautaire pour le marais salé de la Seudre regroupant la Communauté d'agglomération Royan Atlantique et la Communauté de communes du Bassin de Marennes en date du 20 février 2024, pour réaliser des inventaires sur le Baccharis ;

VU que cette espèce est classée espèce exotique envahissante et que sa prolifération rapide menace les écosystèmes fragiles des marais et des sites Natura 2000 ;

**Considérant** la nécessité de lutter contre les espèces exotiques envahissantes et notamment le Baccharis (*Baccharis halimifolia*) ;

**Considérant** que ces inventaires nécessitent l'accès à différentes propriétés privées sur plusieurs communes ;

**Sur proposition de** Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de Charente-Maritime ;

**ARRETE**

### **Article 1 : Objet de la demande**

Le présent arrêté a pour objectif de réaliser un inventaire du Baccharis (*Baccharis halimifolia*) afin de disposer d'un état des lieux de son développement et de proposer une stratégie de lutte adaptée. Le territoire de prospection est concerné par les communes suivantes : Bourcefranc le Chapus, Marennes Hiers Brouage, Saint Just Luzac, Nieulle sur Seudre, Saint Sornin, Le Gua, Saujon, L'Eguille sur Seudre, Saint Sulpice de Royan, Mornac sur Seudre, Chaillevette, Breuillet, Etaules, Arvert, La Tremblade.

### **Article 2 : Début des prospections scientifiques**

La présente autorisation est accordée du **22 avril au 30 août 2024**.

### **Article 3 : Accès aux parcelles**

- Tom BERGE-MESNAGER, stagiaire
- Pauline GERMANAUD, cheffe de projet
- Maureen BAUDIER et Aurore GAYOUT, animatrices des sites Natura 2000
- Laurent POUZIN, responsable de la gestion des milieux aquatiques au SMB Seudre
- Mélodie PIERRONNET, technicienne au SMB Seudre
- Camille ROUSSEAU, technicienne au SMB Seudre

sont autorisés à accéder aux propriétés non closes des propriétaires privés pendant la période indiquée à l'article 2. Ils devront être en possession d'une copie du présent arrêté à présenter à toute réquisition.

### **Article 4 : Déclaration des incidents ou accidents**

Le personnel listé à l'article 3 est tenu de déclarer à la DDTM de la Charente-Maritime, dès qu'il en a connaissance, les accidents ou incidents survenus lors de ces prospections.

Les indemnités qui pourraient être dues pour dommages causés aux propriétaires résultant de ces opérations seront réglées, à défaut d'accord à l'amiable, par le tribunal administratif de Poitiers selon les modalités prévues au code de la justice administrative.

### **Article 5 : Droits et obligations des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Défense est faite aux propriétaires d'apporter au personnel mentionné à l'article 3 aucun trouble ni empêchement lors de leurs prospections.

Les maires des communes concernées seront invités à prêter leurs concours et, au besoin, l'appui de leur autorité pour écarter les difficultés auxquelles pourraient donner lieu l'exécution des opérations envisagées. En cas d'opposition à ces opérations, il est enjoint aux fonctionnaires municipaux et à tous les agents de la force publique d'intervenir pour assurer l'exécution des dispositions qui précèdent.

### **Article 6 : Autres réglementations**

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas les demandeurs de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

### **Article 7 : Voies et délais de recours**

Le présent arrêté peut faire l'objet :

- soit d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Préfet de Charente-Maritime dans un délai de deux mois à compter de la notification de l'autorisation ;
- soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers ou au moyen du site internet (<https://www.telerecours.fr/>) dans le délai de deux mois à compter de la notification de l'autorisation, ou de la date de rejet du recours gracieux.

### **Article 8 : Publication et information des tiers**

Le présent arrêté sera publié et affiché dans les communes mentionnées à l'article 1 à la diligence des maires au moins 10 jours avant le début des opérations. Un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité sera adressé par chaque maire à la DDTM de Charente-Maritime.

### **Article 9 : Exécution**

Les maires des communes citées ;

Le directeur départemental des territoires et de la mer de la Charente-Maritime,  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

La Rochelle, le 8 mars 2024

La responsable de l'unité milieux forêt et biodiversité

Nathalie OLLIVIER



